

Stenographisches Bulletin der Bundesversammlung

Bulletin sténographique de l'Assemblée fédérale

Winter-Session — 1937 — Session d'hiver

11. Tagung der 30. Amtsdauer — 11^{me} session de la 30^e législature

Bezugspreis: In der Schweiz jährlich 12 Fr., die Postgebühr eingerechnet, im übrigen Postvereinsgebiet 16 Fr. Bezug ausschliesslich durch die Expedition Verbandsdruckerei A.-G. Bern.

Abonnements: Un an: Suisse, 12 frs., port compris. Union postale, 16 frs.

On s'abonne exclusivement auprès de l'Imprimerie fédérative S. A., à Berne, qui est chargée de l'expédition.

Nachmittagssitzung vom 6. Dez. 1937.
Séance du 6 décembre 1937, après-midi.

Vorsitz — Présidence: Hr. Hauser.

3553. Rätoromanische Sprache. Verfassungsänderung. Langue romanche. Revision constitutionnelle.

Botschaft und Beschlussentwurf vom 1. Juni 1937 (Bundesblatt II, 1). — Message et projet d'arrêté du 1^{er} juin 1937 (Feuille fédérale II, 1).

Antrag der Kommission.

Eintreten und Zustimmung zum Entwurf des Bundesrats.

Proposition de la commission.

Passer à la discussion des articles et adhérer au projet du Conseil fédéral.

Berichterstattung. — *Rapports généraux.*

M. Krügel, rapporteur: C'est pour nous une grande satisfaction que de vous entretenir aujourd'hui de la reconnaissance de la langue romanche comme quatrième langue nationale.

Ce sujet, qui traite du patrimoine du pays, nous repose pour quelques instants des graves préoccupations économiques et financières de l'heure. Abandonnant le lait, le blé, l'alcool, les impôts et la monnaie, nous allons nous prononcer quant à cette pittoresque langue romanche.

Le message du Conseil fédéral est plus particulièrement l'œuvre du chef du département de l'intérieur.

Cette étude essentiellement réaliste est avant tout un recueil de faits. Elle résume l'histoire du

mouvement et des événements, approfondit le côté juridique de la question qui nous est posée, le tout appuyé sur des documents officiels et des analyses précises d'hommes compétents.

Ce message est un traité d'initiation fort instructif, très intéressant. Je saisis l'occasion pour en remercier ici chaleureusement l'auteur.

Donnant suite aux vœux multipliés autour de vous, accorderez-vous la reconnaissance légale qu'on vous demande? Le rhéto-romanche sera-t-il désormais dans la loi ce qu'il est par les faits: notre quatrième langue nationale? L'amitié confraternelle qui nous lie aux pays grisonnais fait immédiatement, de la cause grisonne, une cause nationale.

Population ardente, généreuse, suisse de cœur, suisse dans les traditions, par l'attachement qu'elle voue à sa terre, à son patrimoine spirituel, elle dépose une preuve nouvelle de son attachement dans l'objet même de cette démarche.

Graves et nobles sentiments! Je ne voulais pas les oublier, quoique je sache que la raison seule est juge! C'est aussi à la raison que je m'adresse en vous invitant au seul examen de la langue rhéto-romanche.

Mais, avant tout, il faut détruire l'idée trop superficielle qu'on s'est faite et que des esprits trop rapidement informés ont généralement répandue — qu'il soit dit une toute bonne fois: Non! le rhéto-romanche n'est pas ce patois abâtardi qu'on veut croire, ce fruit dégénéré, vague compromis entre l'allemand et l'italien.

La proximité des frontières italiennes et germaniques excuse peut-être une opinion si facile, mais ne la justifie pas; un regard attentif la condamne.

Le romanche fait partie du groupe des langues néo-latines au même titre que l'italien. Romanche et italien issus en effet du latin de l'empire romain, ont évolué parallèlement, mais sur des voies particulières et sous des influences diverses. Il en est de même pour le portugais et l'espagnol, pour le roumain, pour le français.

Nous voulons aussi, au début de cet exposé, détruire cette légende de l'irrédentisme que certains esprits, en quête de sujets belliqueux et d'aventure, soulèvent à l'occasion. Il est aussi faux d'écrire, de dire et de croire qu'il est question pour le romanche de reconquérir les contrées de jadis où l'allemand domine aujourd'hui!

Ces théories sont un non-sens, elles ne résistent pas au plus sommaire examen; ce n'est pas être Suisse que de les avancer et de les soutenir. Nous ne pouvons placer la question sur leur terrain, car il serait absurde, d'un côté de reconnaître le romanche et parallèlement de lutter contre l'allemand et l'italien.

Nous ne connaissons pas chez nous la lutte et la guerre des langues, comme nous n'avons pas non plus de politique des minorités. Notre petit pays conserve sa nature, son histoire, son particularisme régional, ses coutumes; en reconnaissant et protégeant le romanche, nous ne faisons que suivre et perpétuer la tradition.

C'est une nouvelle conquête, un nouvel enrichissement qui lie toujours davantage les enfants d'une même patrie, dont le prestige ne peut qu'augmenter et forcer toujours plus le respect et l'admiration des autres nations. Car, Messieurs, n'oublions pas que cet enrichissement intellectuel, cette nouvelle parure spirituelle est aussi un instrument indispensable de la défense nationale.

En reconnaissant le rhéto-romanche comme quatrième langue nationale, vous répondez par un tir direct et précis aux attaques toujours plus violentes de ceux qui souhaitent et travaillent à notre désunion et qui sait? ... à la modification de nos frontières.

Cette langue comporte assez de maîtresses qualités; ses innombrables caractères originaux sont là pour la distinguer et la défendre.

Ceux qui se sont adonnés, avec la ferveur et l'intérêt qu'elles suscitaient, à quelques recherches historiques dans ces longues et splendides vallées grisonnes, ont établi qu'ils y découvraient les origines certaines de sa population.

Aussi n'est-ce plus une témérité que d'affirmer sa parenté incontestable avec les Etrusques, dont une tribu débusquée par l'invasion s'est réfugiée dans les cirques de montagnes, où dès lors se sont succédé les générations.

Ces réfugiés d'antan ont apporté les goûts et les dispositions artistiques des Romains qui se retrouvent encore aujourd'hui si bien marqués dans l'arc romain des constructions rhéto-romanches.

Séparé des autres latins par des frontières naturelles inexpugnables, le latin s'y altéra beaucoup plus tôt et la langue eut vite atteint au romanche proprement dit.

Les hautes vallées grisonnes posées de biais entre l'Italie et l'Autriche ouvraient aux relations la route la plus naturelle, la plus commode, la plus rapide; les événements, les guerres, les querelles, les amitiés, le commerce, la rencontre de deux cultures devaient fatalement apporter leurs influences et se faire particulièrement sentir dans le langage, grâce aux mélanges réciproques.

Qu'une langue dépende des mœurs, des caractères, des faits, des circonstances, soit; mais elle dépend aussi pour beaucoup de sa géographie.

Qu'est-ce donc que le romanche aujourd'hui? Une langue évoluée, répondant aux nécessités modernes,

riche et cohérente, obéissant à des lois régulières. Cherchons, fouillons d'anciens documents. Donnons-nous la peine de le suivre, siècle après siècle, ce peuple isolé, attentif à sa propre perfection, débrouillant ses idées, exerçant son entendement. Sous une telle ardeur d'activité, sa langue a pris une assise plus ferme, moins vouée aux vicissitudes que les autres langues subissent actuellement.

Consultez-la! — vous la découvrirez aussi définitive qu'une autre langue, mais vous la trouverez surtout extraordinaire de vie et vous saisirez dans sa plénitude l'importance de votre décision.

Voyez encore comme elle est défendue: une syntaxe éprouvée où l'on chercherait en vain des lacunes et des oublis. Dictionnaires, grammaires, manuels, lexiques, vocabulaires, bibles et journaux de toutes les époques, dressent un important témoignage de fécondité. Une langue ainsi étayée de tant d'œuvres écrites ne se ravale pas au rang de simple patois. Le propre d'un patois est de ne reposer sur aucune règle, mais sur des habitudes souvent très vieilles, toujours vacillantes, sur des conventions imprécises; le patois est une altération, c'est une conception.

Ici encore, dans le romanche, d'excellents et vibrants poètes, des écrivains notoires ont joint leurs œuvres au vaste trésor de cette langue. Les beautés naturelles du pays, les beautés intimes du foyer, la majesté rude de leurs contrées échappaient dans leur essence même aux langues étrangères. Seules dans la langue du pays, elles devaient trouver l'écho frémissant de leurs voix, les reflets multicolores de leurs charmes. Seuls, à cet écho familier, les esprits du pays se sentaient la force de se mieux recueillir et de descendre profondément en eux-mêmes. Que voulez-vous! c'est la langue du pays, le langage né du sol, c'est la pensée formulée, c'est le fond même de la vie d'un peuple. On ne supprime pas la langue par des décrets — voudrait-on la supprimer — on ne peut la comprimer par des mesures de police. On peut la mutiler, certes, on ne peut l'abattre. L'histoire inflige des démentis cruels à ceux qui par la force, la menace et la terreur — follement audacieux — tentent d'étouffer les mots et le parler d'un terroir. La nature et les siècles seuls peuvent user et replonger lentement dans l'oubli ce qu'ils ont lentement édifié.

La langue, elle est dans le sang, le cœur et l'âme de ses habitants; elle les a précédés dans les générations passées, elle va leur survivre dans les générations qui se lèvent.

Songez, Messieurs, combien votre décision touche au bien le plus intime, le plus profond des Grisonnais! Le passé, le présent, les luttes, les souffrances qui ont élargi leur âme comme la nôtre, tout ce patrimoine mérite-t-il qu'on l'ignore, qu'on l'abandonne et qu'il meure? C'est à nous de l'affirmer présentement! C'est à nous qu'on demande des garanties spirituelles qui ne peuvent que nous aider à vaincre les difficultés matérielles.

Les Romanches possèdent leur langue jusque dans leurs moelles. Elle encourage, elle console, elle entraîne à l'action, elle anime le pays, elle règle. Voici des siècles, tous les rapports quotidiens, préside à la marche florissante d'une civilisation par-

tielière qui, dans le cadre des institutions confédérales, est un fleuron dont nous pouvons être fiers.

Ne nous y trompons pas: c'est dans les mots d'abord qu'un pays trace son empreinte la plus vraie, son caractère durable et profond. La langue est le grand secret d'un pays, un poème très simple qui s'éclaire par le dedans. Les mots sont les fils naturels du climat, du ciel, de la contrée. Ils portent dans leur course ailée, leurs rencontres heureuses, le bruissement de ses rivières, le mystère tumultueux de ses cascades. Les mots, ils s'arrêtent au bord des lacs immobiles, surprennent quelque chanson subtile dans les roseaux de la rive; ils s'arrêtent au bord de la nuit dans le silence profond et très vaste des montagnes, reviennent, s'échappent s'enrichissent, en chemin d'une vie nouvelle et se livrent à mille jeux étincelants.

Et puis, ils s'offrent complaisamment, passent de bouche en bouche le soir autour du feu; ils créent les amitiés et les fortifient... Que ne font-ils pas? — présents encore dans nos solitudes, présents dans nos rêves, présents dans les réalités heureuses ou extrêmes, ne sont-ils pas les anneaux vibrants des pensées qui enchaînent le monde?

En ces mêmes mots, l'exilé trouvera intacts au fond de sa mémoire, les sentiers de sa patrie, les clochers dont en hiver l'harmonie des cloches se perd sans écho dans les neiges.

En ces mêmes mots les saisons passent; l'été revenu, les gens s'affairent en liant les gerbes de leurs moissons. Le poète sourit, pense qu'il récolte toute l'année et met les rubans bleus aux pages où ces mêmes mots se serrent et s'ordonnent...

A l'aurore de notre vie, ces mêmes mots nous accueillent sur la terre et ce sont ces mêmes mots encore, dans leur étoffe sombre et constellée, qui au soir de l'existence, conserveront de nous un tiède souvenir terrestre.

Quel miracle que le langage d'un peuple! La cause romanche est là. Une telle cause n'est pas près de sombrer quand elle est soutenue par une ardente foi, un sentiment séculaire, un dévouement inspiré.

Nous ne voudrions surtout pas conférer à la langue qui nous occupe d'autres prérogatives que celles qu'elle doit à sa maturité. Elles suffisent amplement à son entière justification et répondent aux exigences les plus pointilleuses.

Qu'on veuille nous excuser donc, si, la découvrant, l'étudiant quelque peu, nous nous sommes surpris à l'aimer. N'est-ce pas ainsi mieux comprendre le problème, mieux saisir le pouvoir de cette langue romanche. Elle a conditionné tout le mouvement intellectuel du pays et nous savons assez combien d'artistes originaux et émérites, combien d'élites distribuent leurs dons, honoreront demain comme elles les illustrent aujourd'hui nos vallées grisonnes si généreuses à nourrir les talents.

On doit en toute conscience conclure au plus large épanouissement intellectuel, favorisé, entraîné par ce rhéto-romanche, cette langue riche et solide qui complète la valeur sociale et morale de l'individu.

Et maintenant, Messieurs, quels motifs donc, plutôt quelles préventions sauraient vous faire reculer au moment de la reconnaître légalement.

Je vous avoue que je n'en vois aucun valable. Si les uns pouvaient prétendre que le romanche

n'est pas un langage académique et châtié, nous pourrions répondre avec Montaigne: «Le parler que j'aime, c'est un parler simple et naïf, tel sur le papier qu'à la bouche; un parler succulent et nerveux non pas tant délicat et peigné».

Lorsque Mistral voulut chanter sa Provence ensoleillée, il le fit dans le langage de Provence. Et si par la traduction nous présentons le poète, c'est toujours à travers un voile. Ce n'est que dans la langue originale que nous toucherons à sa vraie grandeur. Mistral né romanche eût sans doute créé une Mireille différente, mais il eût écrit son œuvre en romanche.

D'autres pourraient avoir quelques scrupules au sujet de l'augmentation des frais et travaux supplémentaires de chancellerie, des complications de publication et de traduction comme aussi d'harmoniser et de satisfaire les idiomes rhéto-romanches.

Nous devons reconnaître que le peuple et le gouvernement des Grisons demeurent très raisonnables dans leurs revendications. Ils ne font pas de la reconnaissance du romanche une affaire, ils s'élèvent au-dessus des contingences matérielles. Ils ne réclament aucun changement dans la composition, la répartition linguistique des institutions de la Confédération ou du Tribunal fédéral. Ils demandent un appui moral avant tout et leurs revendications matérielles s'arrêtent aux subsides fixés par voie budgétaire, secours proportionnés et nécessaires pour seconder leurs persévérants efforts.

Quant aux craintes de certaines difficultés de traduction, soit en ladin ou en romanche, il est facile de les apaiser. La constitution des Grisons reconnaît le romanche comme langue officielle et le gouvernement de ce canton a toute l'expérience suffisante, pour transmettre à ses administrés les lois et messages que la Confédération jugera utile de faire traduire dans la quatrième langue nationale.

Messieurs, nous vivons aujourd'hui une date historique: c'est un événement national.

Nos cantons tous différents vivent leur existence particulière; ils ont tous leur personnalité, leur originalité et tel un bouquet de fleurs variées attaché par un ruban; nos cantons si divers sont unis par le lien confédéral; ils sont solidaires. Cette solidarité est pour nous une chère habitude de servir, de défendre le pays et ce que nous appelons nos libertés.

Un grand pays unifie tout; le nôtre au contraire protège toutes les libertés particulières sans lesquelles tant de tempéraments divers ne pourraient s'affirmer, tant d'initiatives originales ne pourraient éclore. Constant équilibre des devoirs et des droits, qui fait qu'en dépit des apparences morcelées, la Suisse soutient l'admirable paradoxe d'être le pays le plus légitimement composé, mais le plus exempt de divisions intérieures.

En 1937, telle que toujours, alors que les théories racistes sont l'objet d'un véritable fanatisme, la Suisse offre visiblement à l'Europe le spectacle d'une bien autre vérité. Ce n'est pas de parler une même langue, d'appartenir à une race déterminée qui constitue une nation, mais c'est d'avoir accompli en commun de grandes choses dans le passé et c'est encore vouloir en accomplir de glorieuses dans l'avenir.

Aussi, Messieurs, je ne doute pas d'un vote affirmatif unanime comme celui du Grand Conseil des Grisons, comme celui de votre commission tout entière, quant à fixer en droit le vœu légitime de nos Confédérés des Liges. Non pas un vote indifférent, mais donné avec enthousiasme et en nombre; il faut, Messieurs, que le vote du parlement soit un exemple, le prélude de celui que le peuple est appelé à manifester; il faut qu'il soit vibrant, fraternel et généreux.

Votre affirmation répondra à cette haute compréhension des choses, des nécessités de l'heure qui vous honore en telles circonstances; votre affirmation continuera la saine tradition politique qui a réalisé la force de ce peuple dans son unité.

Votre oui va dans un instant se prolonger jusqu'aux confins extrêmes des vallées grisonnes. Émergeant des influences étrangères qui les entourent et les assiégent, elles déploient l'image de la confiance et de la fidélité. Bientôt la reconnaissance du romanche comme quatrième langue nationale va les éclairer d'une nouvelle lumière dont l'éclat rayonne déjà aux plis des bannières de nos 22 cantons.

Meyer-Zug, Berichterstatter: Die nationalrätliche Kommission hat den Bundesbeschluss über die Revision der Bundesverfassung betreffend Anerkennung der rätoromanischen Sprache als Nationalsprache beraten und dem Vorschlag des Bundesrates einstimmig zugestimmt. Ich will nun versuchen, den Standpunkt der Kommission in aller Kürze und im Sinn und Geist der bundesrätlichen Botschaft zu begründen.

Mit dem verstorbenen Staatsrechtslehrer Prof. Dr. Fleiner darf ich wohl sagen, dass in keinem andern Staate Europas auf so kleinem Raume so viele Gegensätze vereinigt und zu einer Volksgemeinschaft zusammengefasst sind wie das in der Schweiz tatsächlich und glücklich der Fall ist. Und dennoch ist die Schweiz ein selbständiger Staat, der allerdings nicht auf einem durch Rasse, Konfession und Sprache bestimmten Volkstum, sondern auf einem in geschichtlicher Schicksalsgemeinschaft entstandenen Willen und daher auf einer besonderen politischen Kultur schweizerischer Eigenart beruht.

Das Merkmal der Zugehörigkeit des Schweizers zu einem ganz bestimmten Flecken heimatlicher Erde ist sein Dialekt. Er ist seine Umgangssprache in der Familie und im Privatverkehr, während als Amtssprache und Schriftsprache in der deutschen, französischen und italienischen Schweiz die Hauptsprachen Deutschlands, Frankreichs und Italiens anerkannt sind: es ist das Hochdeutsch oder Schriftdeutsch; das Pariser Französisch und das toskanische Italienisch. Die Tatsache, dass in der Schweiz jedes ihrer Sprachgebiete in dem grossen Strome seiner angestammten Kultur geblieben ist, hat die deutsche, französische und italienische Schweiz vor ihrer geistigen Isolierung bewahrt und die Mitarbeit an der Weiterbildung der drei grossen Kulturen ermöglicht, deren geistige Ergebnisse für das gesamte Leben der Schweiz von ausserordentlich grossem Nutzen waren.

An den südöstlichen Landesgrenzen der Schweiz hat sich noch eine dritte romanische, also eine vierte Landessprache, das Rätoromanische erhalten,

worauf ich später noch einlässlich zu sprechen kommen werde. Die drei Hauptsprachen der Schweiz, die deutsche, französische und italienische, sind in der Bundesverfassung als Nationalsprachen im Sinne der Gleichberechtigung anerkannt. Es entspricht dies ganz dem geistigen Antlitz der schweizerischen Demokratie, ihrer staatlichen Entwicklung und dem Respekt vor dem Recht und der wirklichen geistigen Freiheit, die ohne die Freiheit der Muttersprache auch nicht besteht. Es ist in der Geschichte der Eidgenossenschaft auch eine erfreuliche Tatsache, dass nie ein Versuch unternommen wurde, eine der erwähnten drei Kultursprachen zu unterdrücken, geschweige denn, dass das mit Gewalt geschehen wäre. Wo es vorgekommen ist, dass die Sprachgebiete sich verschoben, da war es die natürliche Folge organischer Entwicklung.

Schon zur Zeit der Helvetischen Republik ordnete ein Dekret an, dass alle Gesetze in den Landessprachen veröffentlicht werden müssen; und bald darauf hat der helvetische Grosse Rat auch beschlossen, dass das Protokoll deutsch und französisch geführt und alle wichtigen Urkunden und Berichte ins Italienische übersetzt werden müssen. Ebenso mussten auch die italienischen Voten ins Französische, bzw. ins Deutsche übersetzt werden.

Nach dem Anschluss von Graubünden an die Helvetische Republik erhielt die provisorische Regierung des Kantons Rhätien die Weisung, ihre Proklamationen auch ins Romanische und Italienische zu übersetzen und allen Gemeinden zuzustellen. In den Verfassungsentwürfen der Jahre 1832 und 1833 und auch im ursprünglichen Entwurf vom Jahre 1847 war von einem Sprachenartikel keine Rede. Man vertraute offenbar darauf, dass das ungeschriebene Recht stärker sei als das geschriebene.

In der Tagsatzung brachte die Gesandtschaft des Kantons Waadt einen Antrag ein, der die Zustimmung sämtlicher Kantone fand, indem beschlossen wurde, den Art. 109 in die Bundesverfassung aufzunehmen. Er lautete:

„Die Hauptsprachen der Schweiz, die deutsche, französische und italienische, sind die Nationalsprachen der Schweiz.“

Wenn in diesen Verhandlungen das Rätoromanische keine Berücksichtigung fand und auch späterhin, als dieser Sprachenartikel unverändert in die revidierte Bundesverfassung vom Jahre 1874 aufgenommen wurde, so ist doch darauf hinzuweisen, dass der Verfassungsartikel von drei Hauptsprachen spricht. Dadurch, dass der Begriff der Nationalsprache nicht auf alle, sondern nur auf die Hauptsprachen angewandt wurde, war das Bestehen einer weitem Landessprache, des Rätoromanischen, festgestellt. Wenn nun der Gesetzgeber damals darauf verzichtet hat, die vierte Sprache als Nationalsprache zu bezeichnen, so waren hiefür jedenfalls praktische Ueberlegungen massgebend, indem man durch die Anerkennung einer weitem Landessprache als Nationalsprache den Staatsverkehr und den eidgenössischen Staatshaushalt nicht übermässig belasten wollte.

Der verfassungsrechtliche Begriff der Nationalsprache entwickelte sich dann im Laufe der Zeit zum Begriff der Amts- und Staatssprache.

Aus dem Grundsatz der Gleichberechtigung aller Nationalsprachen geht nun hervor, dass alle Bundesgesetze, Bundesbeschlüsse und Verordnungen in allen Nationalsprachen veröffentlicht werden müssen. Kein Gesetzestext hat vor dem andern einen Vorrang. Bei allfälliger Verschiedenheit der Gesetzestexte ist mittelst juristischer Interpretation festzustellen, welcher der drei Texte den richtigen Sinn, entsprechend dem Sinn und Geist des Gesetzgebers wiedergibt.

In den Verhandlungen der Bundesbehörden sind ihre Mitglieder berechtigt, sich in ihrer Nationalsprache auszusprechen; in den eidgenössischen Kammern werden bekanntlich alle Anträge ins Französische bezw. ins Deutsche übersetzt.

Die Schweizerbürger und alle kantonalen Behörden sind berechtigt, sich in ihrer Nationalsprache auszusprechen und mit den Bundesbehörden zu verkehren, und diese sind verpflichtet, in der gleichen Sprache zu antworten.

Vor den Schranken des Bundesgerichtes kann sich jede Partei ihrer Nationalsprache bedienen und das Urteil wird in der Sprache des angefochtenen Entscheides ausgefertigt. Und in den Fällen, in denen das Bundesgericht als einzige Instanz, zu walten und zu entscheiden hat, erfolgt die Urteilsausfertigung in der Sprache der Parteien.

Bei der Wahl des Bundesgerichts ist nach Massgabe von Art. 107 der Bundesverfassung darauf Rücksicht zu nehmen, dass alle Nationalsprachen vertreten sind.

Wenn schon bei der Wahl des Bundesrates eine analoge Vorschrift fehlt, so besteht doch seit Gründung des Bundesstaates die rühmliche Gepflogenheit, dass sowohl die romanische wie die deutsche Schweiz in unserer obersten Exekutive angemessen vertreten waren.

Auch in der Armee gilt der Grundsatz, dass die Mannschaft in ihrer Nationalsprache ausgebildet und kommandiert werden muss. Und bei Abnahme der eidgenössischen Medizinalprüfungen bestehen sowohl für die deutsche wie für die französische Schweiz gleich geordnete Prüfungsbehörden. Die verfassungsmässige Gewährleistung des Bundes erstreckt sich aber nur auf das Recht des Bundes und auf seine Beziehungen zu den Kantonen. In den gemischtsprachigen Kantonen haben deren Verfassungen die zwei oder drei in ihrem Kanton anerkannten Schriftsprachen als Landessprachen gewährleistet, und in den übrigen Kantonen hat man die praktische Ausgestaltung des Sprachenproblems dem gesunden Sinn des Bürgers überlassen, indem sich der Schweizer wohl bewusst ist, dass das Zusammenwirken der verschiedenen Sprachen nicht durch Gesetze, sondern viel besser durch vernünftige Uebung und durch bewährten Brauch geregelt werden kann.

Summa summarum stelle ich auf Grund des geltenden Rechtes fest: Die drei Hauptsprachen der Schweiz, Deutsch, Französisch und Italienisch sind die Nationalsprachen des Bundes. Das Rätoromanische gilt bundesrechtlich heute noch nicht als Nationalsprache. Aus diesen Feststellungen darf aber nicht gefolgert werden, dass dem Rätoromanischen der Charakter einer eigenen Sprache aberkannt würde; im Gegenteil, die Bundesbehör-

den haben schon oft berechtigten Begehren der Rätoromanen und der Regierung des Kantons Graubünden Rechnung getragen. In Gutheissung zweier Gesuche aus dem Jahre 1872 und 1874 wurde die Verfassungsrevision in beide rätoromanischen Dialekte übersetzt; ein später eingehendes Gesuch vom Jahre 1876 ist aber nach Massgabe von Art. 116 der Bundesverfassung abgelehnt worden. Der Bund hat ferner durch Bewilligung von Beiträgen rätoromanische Uebersetzungen, wie beispielsweise des Bundesgesetzes über das Obligationenrecht, des Schuldbetreibungs- und Konkursgesetzes und des Zivilgesetzbuches ermöglicht. Er gewährte ferner Beiträge an die rätoromanische Gesellschaft für die Beibehaltung ihres Idiotikons und für die Herausgabe der rätoromanischen Chrestomathie. Schliesslich wird noch bei der ordentlichen Bundesprimarschulsubvention ein besonderer Zuschlag für 56 000 Einwohner romanischer und italienischer Zunge verabfolgt.

Aus diesen Feststellungen geht doch hervor, dass die Bundesbehörden schon öfters für die Erhaltung und Förderung der rätoromanischen Sprache ein sehr grosses Verständnis bewiesen haben. Sie haben dadurch den Wünschen, die unsere rätoromanischen Miteidgenossen beseelen, schon zu einem grossen Teil vorgearbeitet.

Ich komme nun auf die rätoromanische Sprache im speziellen zu sprechen. Das Gebiet des Kantons Graubünden besteht aus einem Netz von zahlreichen Alpentälern, die ihre Gewässer mit dem Rhein nach der Nordsee, mit dem Inn in das Schwarze Meer und mit den Zuflüssen des Tessins, des Etsch und der Adda an die Adria entsenden. Weit ausgedehnt, aber spärlich bevölkert, zählt es 221 Gemeinden. Bewohnt ist das Land seit den weitest zurückliegenden Zeiten. Mit der geschichtlichen Entwicklung Rätiens ist das Schicksal der rätoromanischen Sprache aufs engste verknüpft. Es kann hier allerdings nicht der Ort sein, Geschichte zu dozieren, sondern ich begnüge mich mit dem Hinweis auf eine Schrift von Peider Lansel, dem gewesenen Schweizerkonsul in Livorno, die von alt Bundesrat Häberlin in geradezu klassischer Weise ins Deutsche übersetzt wurde.

Das Rätoromanische wird nicht als die allererste Sprache bezeichnet, aber sie gilt als eine der ältesten Sprachen in der Schweiz. Ich darf hierbei an das Votum unseres verehrten Kollegen Condrau anlässlich der Begründung seiner Interpellation erinnern, der erklärte — und er als wahrhafter Rätoromane muss es unfehlbar wissen —, dass das Romanische vielleicht seinen Anfang im Jahre 15 v. Chr. genommen hat, da Tiberius und Drusus die rätischen Alpen besetzten und die Kolonnen Roms die südlichen Klänge von den Ufern des Tibers nach dem Inn und dem Rhein brachten.

Gleich wie in Frankreich das Latein durch die Gallier, in Rumänien durch die Dazier, eine ganz eigenartige Sonderentwicklung durchmachte, die zum modernen Französisch und Rumänisch führte, so ist das Rätoromanische eine neolateinische Sprache, eine Tochter des Lateinischen, eine Schwester des Italienischen, Französischen und Spanischen. Ascoli hat dies bereits in seinem Werk „Saggi ladini“ im Jahre 1873 festgestellt. Es ist auch erfreulich feststellen zu können, sagte unser

Kollege Condrau, dass die beiden Brüder Ludwig der Deutsche und Karl der Kahle ihren Schwur zu Verdun im Jahre 842 in einer Sprache geschworen haben, die heute von den Rätoromanen sehr leicht noch verstanden werde. Im Jahre 1527 schilderte in einem historischen Gedicht der Humanist und Staatsmann Gian Travers den Verlauf des Müsserrieges in seiner angestammten, oberengadinischen Mundart. Das erste gedruckte Buch auf romanischem Boden, datiert vom Jahre 1552, war ein Katechismus mit angehängtem ABC. Sänger und Schriftsteller am Inn und am Rhein, an der Julia und am Albula haben das Rätoromanische im Laufe der Zeiten zur Blüte gebracht. Wer sich für das rätoromanische Sprachgut interessiert, findet eine reiche Literatur, die namentlich in den 12 Bänden der Chrestomathie von Prof. Dr. Decurtins gesammelt ist. Die „Musa ladina“ von Peider Lansel gibt uns Zeugnis von den Dichtungen im Engadin. „Die Märchen“, die der einstmalige Redaktor des „Bund“, Gian Bundi, in schönster Weise ins Deutsche übersetzt hat, geben beredtes Zeugnis von der lebhaften Phantasie des romanischen Volkes. Eines der feinsten Werke in der rätoromanischen Literatur, mit dem Titel: „Im Lande der Rätoromanen“, hat der verdiente Pater Maurus Carnot aus Disentis veröffentlicht. Wohl bekannt sind auch die Dichtungen von Giacun Hasper Muoth. Unter den verstorbenen Romanisten von Ruf, die sich mit dem Rätoromanischen befasst haben, sind neben den bereits genannten besonders Ascoli, Diez, Gärtner und Böhmer noch zu erwähnen. Ich muss es mir versagen, hier noch einlässlicher auf die grosse literarische und wissenschaftliche Ernte von vier Jahrhunderten einzutreten. Es steht doch fest, dass die wissenschaftliche Sprachforschung das Rätoromanische als eine eigene, selbständige Sprache anerkennt. Jud, Jaberg, Gauchat, Planta, hervorragende Sprachforscher unseres Landes, haben es neuerdings wiederholt, dass das Rätoromanische als eine selbständige Sprache zu betrachten sei.

Leider müssen wir in neuester Zeit, da just die Rätoromanen an der Wiedergeburt ihrer Sprache mit Eifer arbeiten, feststellen, dass man nicht überall die rätoromanische Sprache mit Freundlichkeit erforscht; denn es entspricht wahrlich nicht dem Ernst einer wissenschaftlichen Sprachforschung, wenn italienische Zeitschriften behaupten, dass das Rätoromanische eine italienische Mundart sei. Es sollen hier einige solche Schriftchen genannt werden: *Ladino al bivio* (von Giorgio del Vecchio), *La verità sulla questione del Ladino nei Grigioni*. Eine weitere Schrift heisst: *Problemi alpini, l'Italia svizzera*. Carlo Salvioni spricht sogar von einer „lingua moribunda“.

Das Bündnervolk hat sich jeweilen mit Recht gegen die angebliche Italianität des Romanischen energisch zur Wehr gesetzt. Denn diese unverantwortliche Propaganda ist geeignet, die althergebrachten guten Beziehungen zwischen Italien und der Schweiz zu gefährden. Es ist auch nicht anzunehmen, dass massgebliche Persönlichkeiten im südlichen Nachbarreiche diese Bestrebungen der Dante Alighieri - Gesellschaft besonders billigen könnten, hat doch der italienische Regierungschef Mussolini vor nicht gar langer Zeit der Welt ver-

kündet, dass die Beziehungen seines Staates zur Schweiz mehr als freundschaftlich seien.

Wir sehen uns daher auch veranlasst, von dieser Stelle aus wieder einmal mehr zu betonen: auf rätoromanischem, schweizerischen Boden gibt es keine Italianität und hat sie nie gegeben, haben doch die Rätoromanen als entschiedene Gegner jeder Italianisierung wie jeder Germanisierung mit aller Deutlichkeit und Einmütigkeit schon wiederholt erklärt: Weder Italiener noch Deutsche, Romanen wollen wir bleiben. Ni Italiens, ni Tudaischs, Romanschs vulains restar.

Nun müssen wir uns aber vor Augen halten, dass das Rätoromanische zwischen zwei grossen Sprachen, dem Deutschen und dem Italienischen, notwendig deren Einfluss im Laufe der Zeit erfahren musste. Als namentlich in der zweiten Hälfte des vorigen Jahrhunderts Rätien dem Fremdenverkehr die Tore weit öffnete, wuchs die Gefahr für den Bestand des Rätoromanischen, dessen einstige dominierende Stellung im selbständigen Alt Frö Rätien schon durch den Anschluss des Landes an die Eidgenossenschaft eine empfindliche Einbusse erfahren hatte. Es wird nicht bestritten werden können, dass der Fremdenstrom für die Erhaltung des Rätoromanischen eine gewisse Gefahr in sich birgt, was übrigens auch für andere romanische Sprachgebiete der Schweiz zutrifft, weniger wegen der kosmopolitischen Massen, die kommen und gehen, als wegen der übergrossen Zahl derjenigen, die sich dauernd im Lande niederlassen, im Gefolge der Hotelindustrie. Dazu kommt, dass die Rätoromanen sich gezwungen sehen, neben ihrer Muttersprache noch eine andere Sprache zu erlernen, um ausserhalb ihres relativ kleinen Sprachgebietes den Ansprüchen des Lebens zu genügen. Die Rätoromanen sind in dieser Beziehung in der gleichen Lage wie die Bewohner der italienisch sprechenden bündnerischen Talschaften.

Das Rätoromanische erlebte leider auch besonders im Engadin eine wahrhaft bemühende Dekadenz, welche dem italienischen Einfluss zuzuschreiben ist.

Durch die immer mehr anschwellende fremdsprachige Einwanderung aufs schwerste gefährdet, erwachte unter der Aegide einsichtiger Männer das alte Selbstbewusstsein der Rätoromanen. Mit tiefer Ergriffenheit verfolgt der anderssprachige Miteidgenosse den Kampf von Jung und Alt um das Recht auf Bewahrung jahrhundertealten Eigenlebens im Rahmen der schweizerischen Demokratie. Es ist die Lia Romontscha, bei der die Fäden der rätoromanischen Renaissance-Bewegung zusammenlaufen, die für die Erhaltung und Ausbau der Heimatsprache im privaten und öffentlichen Verkehr unermüdlich eintritt.

Insbesondere ist zu begrüessen, dass die rätoromanische Sprache auf allen Stufen des Unterrichtes von der Primar- bis zur Kantonsschule wiederum in ihre Rechte eingesetzt wurde. Um die Bemühungen auf dem Gebiete des Unterrichtes zu krönen, wurde im Jahre 1932 an der Universität Genf ein Lehrstuhl für die rätoromanische Sprache geschaffen.

Endlich soll die Initiative erwähnt werden, die von der Volksversammlung vom September 1934 in Rhäzüns ausging und ihre Festlegung erhielt

durch den einstimmigen Beschluss des bündnerischen Grossen Rates, in dessen denkwürdiger Sitzung vom 29. November 1934 der Kleine Rat den Auftrag erhielt, eine Eingabe an die Eidgenossenschaft um Anerkennung des Rätoromanischen als vierte Nationalsprache zu richten.

In Anwendung des Initiativrechtes gemäss Art. 93 der Bundesverfassung, wonach jeder Kanton das Recht besitzt, durch schriftliche Eingabe einen Antrag der Bundesversammlung zu unterbreiten, damit sie denselben in Beratung ziehe und das weitere Vorgehen veranlasse, gelangte der Kleine Rat des Kantons Graubünden in Ausübung seiner verfassungsmässigen Kompetenz am 21. September 1935 mit einer ausführlichen, wohlbegründeten Eingabe um Anerkennung des Rätoromanischen als schweizerische Landessprache an den Bundesrat. Die Eingabe ist in der Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung in extenso enthalten.

Der Bundesrat beantwortete indessen eine Interpellation Condrau dahin, dass er dem von Graubünden gestellten Begehren grundsätzlich zustimme und beabsichtige, den eidgenössischen Räten eine Vorlage betreffend Revision des Art. 116 der Bundesverfassung zu unterbreiten.

Der Bundesbeschluss über Revision der Art. 107 und 116 der Bundesverfassung (Anerkennung des Rätoromanischen als Nationalsprache) liegt nun zur Beratung auf dem Tisch des Hauses, begleitet von einer einlässlichen Botschaft des Bundesrates, die dem Verfasser derselben zur Ehre gereicht.

Durch die vorliegende Verfassungsänderung soll das Rätoromanische als vierte Nationalsprache anerkannt werden. Demnach lautet der neue Art. 116 wie folgt: „Das Deutsche, Französische, Italienische und Rätoromanische sind die Nationalsprachen der Schweiz.“

Das Rätoromanische auch in der Bundesverfassung rechtlich anzuerkennen und seine Erhaltung zu fördern, entspricht einer Forderung vornehmsten geistigen Heimatschutzes. Der Umstand, dass nur 44 000 Schweizer der rätoromanischen Sprache angehören, erscheint uns als Grund besonderer Verpflichtung des Landes gegenüber einem Volkstamm, der durch seine Muttersprache mit einem Stück schweizerischer Erde wurzelstark verbunden ist. Es entspricht auch einer gut eidgenössischen Tradition, im friedlichen Zusammenleben verschiedensprachiger Völkerschaften der unteilbaren schweizerischen Nation anzugehören.

In Absatz 1 von Art. 116 wird nun die Anerkennung des Rätoromanischen als Nationalsprache postuliert, während in Absatz 2 der Kreis der Amtssprachen wie bisher ausdrücklich auf das Deutsche, Französische und Italienische beschränkt bleiben soll. Eine Anerkennung des Rätoromanischen als Amtssprache des Bundes mit allen daraus fliessenden Folgerungen würde ein vernünftiges Mass überschreiten. Es würde zu unnötigen Schwierigkeiten und zu verhältnismässig übertriebenen Kosten führen, wollte man alle Bundesgesetze und Botschaften ins Romanische übersetzen. In dieser Beziehung wird es wohl genügen, wenn der Bund wie bisher auch wichtige Gesetzeserlasse ins Romanische übersetzen lässt, wie bereits erwähnt die Bundesverfassung, das Zivilgesetzbuch, das Obligationsrecht und das Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz.

gationenrecht und das Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz.

Wenn der verstorbene Professor Fleiner in einem Artikel der „Neuen Zürcher Zeitung“ wegen der vorgesehenen verfassungsrechtlichen Unterscheidung von National- und Amtssprachen eine mögliche Gefahr von Auseinandersetzungen über die Auslegung der beiden Begriffe befürchtet und statt einer Revision des Art. 116 einen Bundesbeschluss betreffend die Förderung und Unterstützung der rätoromanischen Sprache und Kultur befürwortete, so wird diesem Vorschlag mit Recht entgegengehalten, dass die Bündner das Hauptgewicht nicht auf die materielle direkte oder indirekte Unterstützung und Förderung, sondern auf eine ideelle, möglichst feierliche Anerkennung ihrer Sprache legen. Auch alt Bundesrat Dr. Häberlin, dem die Frage, ob Verfassungsänderung oder Bundesbeschluss zur Begutachtung unterbreitet wurde, vertrat folgende Auffassung:

„Die aus der Rhäzünser Versammlung hervorgegangene Anrufung der Eidgenossenschaft will die rätoromanische Sprache speziell in der Bundesverfassung als schweizerische Sprache genannt sehen. Und während früher die Pflege der romanischen Schriftsprache eine Angelegenheit der gelehrten oder doch der gebildeten Stände war, müssen wir uns klar sein, dass wir heute nicht eine gelehrte Liebhaberei, nicht eine Subventionsspekulation, nicht eine regionale Ueberheblichkeit vor uns haben, sondern ein gemeinbündnerisches Volksbegehren, welches durch die staatsrechtlichen Instanzen hindurch den Weg zum Volk der Eidgenossen sucht.“ Angesichts dieser Feststellung dürfen wir uns nicht einer kleinen Aengstlichkeit hingeben, sondern müssen entsprechend dem Vorgehen der Schöpfer unserer ersten Bundesverfassung und den seitherigen Erfahrungen auch an die Erfüllung des vorliegenden Begehrens der Regierung des Kantons Graubünden mit ruhigem Vertrauen herantreten.

Nach dem ersten Absatz des neuen Art. 116 verstehen wir unter Nationalsprache eine jener Sprachen, die von der schweizerischen Nation gesprochen, geschrieben und als solche von der Bundesverfassung bzw. dem Schweizervolke anerkannt wird. Dagegen wird im zweiten Absatz der Kreis der Amtssprachen nur auf das Deutsche, Französische und Italienische beschränkt und in diesem Bereich am bisherigen rechtlichen und tatsächlichen Zustande nichts geändert.

Wenn der Revision des neuen Art. 116 der Bundesverfassung zugestimmt wird, so muss auch nach den bereits erfolgten Darlegungen Art. 107 der Bundesverfassung entsprechende Änderung erfahren. Da am bisherigen Rechtszustand für die Zusammensetzung des Bundesgerichtes nicht geändert werden soll, so ist die vorgesehene Revision des Art. 107 nicht materieller, sondern bloss redaktioneller Natur. Sie ist aber nötig, wenn keine Diskrepanz in der Verfassung bestehen soll.

Was die weiteren Begehren in der mehrfach erwähnten Eingabe des Kleinen Rates des Kantons Graubünden anbetrifft, so können diese nicht im Zusammenhang mit der vorgeschlagenen Verfassungsrevision behandelt werden, weshalb wir in dieser Beziehung lediglich auf die Botschaft verweisen.

Ich komme zum Schluss und stelle fest:

Das Rätoromanische ist eine selbständige Sprache, die mit der Freiheit der Rätoromanen entstanden ist und ein unveräusserliches Erbgut der rätschen Heimat bedeutet. Die Erhaltung und Förderung dieses Sprachgutes ist in erster Linie eine edle Aufgabe und Pflicht des rätoromanischen Volkes und des eidgenössischen Standes Graubünden.

Dabei wissen wir wohl, dass eine Verfassungsrevision nicht genügt, um eine Sprache zu erhalten; auch huldigen wir nicht den Auffassungen und Theorien von Blut und Rasse. Im Gegenteil, wir setzen unsern Stolz darin, ganz besonders hervorzuheben, dass eben trotz der Verschiedenheit des Blutes, der Konfession und der Sprache auf schweizerischem Staatsgebiete höhere Faktoren ausschlaggebend waren und noch sind, die für immer die schweizerische Eidgenossenschaft zu einer Nation verbinden.

Wir Schweizer betrachten eben die Vielgestaltigkeit unseres Vaterlandes und namentlich die Mannigfaltigkeit der sprachlichen Kulturen nicht als eine unerwünschte Komplikation, sondern als einen segensreichen Quell idealer Werte.

Wir ersuchen daher die Herren Nationalräte, der Tatsache wohl bewusst zu sein, dass über den materiellen Gütern die geistigen Werte stehen und über dem wirtschaftlichen Wohlstand des Landes auch dessen vielgestalteter, geistiger Reichtum zu verteidigen ist. Schützen wir auch die unsichtbare Schweiz nicht minder treu als das Land, das wir mit den Augen sehen und im Herzen tragen.

Wenn die Vertreter des Volkes ohne Unterschied ihrer Parteizugehörigkeit einig und stark zu unserer schweizerischen Demokratie stehen, die nicht auf Blut, sondern auf Geist gegründet ist, dann müssen sie der Anerkennung des Rätoromanischen aus eidgenössischer Pflicht und Solidarität ihre Zustimmung geben.

Ich bitte Sie, Herr Präsident, Herren Nationalräte, auf die Vorlage mit Einmütigkeit einzutreten und derselben auch zuzustimmen.

Allgemeine Beratung. — *Discussion générale.*

Vonmoos: Gestatten Sie mir als Engadiner auch einige wenige Worte in dieser für uns so wichtigen Angelegenheit.

Im Namen der Rätoromanen danke ich dem Bundesrat herzlich dafür, dass er einstimmig und in so eindrucksvoller Weise unserem Herzenswunsche entsprochen hat. Unsern besondern Dank verdient Herr Bundesrat Etter, der das für uns so bedeutsame Problem mit warmem Herzen gefördert und unsere Begehren in der ihm eigenen Art in das Licht echt eidgenössischen Empfindens gestellt hat. Er hat sich als guter Vater dieses verlassenen vierten Landeskindes in liebevoller Weise angenommen und ihm damit im vornherein die Zuneigung seiner deutschen, französischen und italienischen Schwestern gesichert. Die Romanen wären mir böse, wenn ich nicht auch Herrn alt Bundesrat Häberlin dafür danken würde, wie es der Herr Referent schon getan hat, dass er das Werk des Dichters Peider Lansel „Ils Rätoromantschs“ in glänzender Weise ins Deutsche übertragen und

damit seine Ueberzeugung für den innern Wert und die Lebensfähigkeit der romanischen Sprache dokumentiert hat. Die bedeutendsten vaterländischen Organisationen der Schweiz, wie die Neue Helvetische Gesellschaft und andere haben sich in echt eidgenössischem Geist der quarta lingua angenommen, wofür sie dankende Anerkennung verdienen. Und schliesslich entbiete ich auch den herzlichsten Dank den Herren Kommissionsreferenten für die Verehrung und die begeisterte Sympathie, die sie unserer lieben Muttersprache entgegenbringen. Ich bin überzeugt, dass auch die eidgenössischen Räte und alle unsere Miteidgenossen der romanischen Sprache den Platz einräumen werden, der ihr gebührt.

Die Stärke und die Kraft der schweizerischen Eidgenossenschaft ist nicht zuletzt dem Umstande zuzuschreiben, dass sie verschiedene Stämme zu einem unzertrennlichen Bunde zusammengeschlossen hat. Einer der edelsten Zwecke dieses Bundes ist gerade der, Leben und Eigenart dieser verschiedenen Stämme zu schützen und besonders das freiheitliche Zusammenwirken der verschiedenen Sprachen und Kulturen zu fördern. Die Mannigfaltigkeit dieser Sprachen und Kulturen bildet den segensreichen Quell idealer Werte. Das kleine romanische Volk hat seine Muttersprache, dieses kostbare Geisteserbe, mit zäher Kraft durch Jahrhunderte hindurch verteidigt und erhalten. Heute ist sie aber mehr bedroht als je. Deshalb wünschen wir Euren Schutz. Die feierliche Anerkennung des Romanischen als schweizerische Nationalsprache wird uns eine mächtige Stütze sein. Wir sind sicher, dass wir nicht vergebens bei Ihnen anklopfen, denn die edelste schweizerische Tradition ist die Achtung vor dem Recht des Kleinen und die Ehrfurcht vor der Muttersprache, von der ein grosser schweizerischer Kulturhistoriker sagt: „An der Spitze aller Kultur steht ein geistiges Wunder, die Muttersprache, deren Ursprung in der Seele liegt.“

Das Rätoromanische, die älteste Sprache unseres Landes, absolut selbständig und von eigener Prägung, verdient, auch seiner Schönheit halber, verteidigt und erhalten zu werden. Der Umstand, dass mehrere Dialekte bestehen, spielt keine Rolle, denn die katholischen Romantschen des Oberlandes und die evangelischen Ladinier des Engadins fühlen sich durch das Gemeinsame ihrer Sprache eng verbunden. Beide Dialekte sind von eigenartiger Schönheit und ergänzen einander in vorzüglicher Weise. Hier das urchige kräftige Oberländer Romanisch:

Quei ei miu grepp, quei ei miu crap
 Cheu tschentel jeu miu pei
 Artau hai jeu vus da miu bap,
 Sai a negin marschei.
 Quei ei miu prau
 Quei miu clavau
 Quei miu regress e dretg
 Sai a negin perquei d'engrau
 Sun cheu jeu mez il retg.

Dieses Gedicht von Gian Antoni Huonder gehört zu den schönsten der schweizerischen Lyrik. Ein Welscher, einer der besten Kenner der schweizerischen Literatur, sagt von demselben: «Les vers les plus suisses que nous connaissions».

Auf der andern Seite das weiche melodische, wohlklingende Idiom des Engadins, wie es zum Beispiel in der *Lingua materna* von Gudench Barblan zum Ausdruck kommt:

Chara lingua da la mamma
Tü sonor rumantsch ladin,
Tü favella dutscha lamma,
O co t'am eu sainza fin.
In Teis suns cur eir' in chüna
m'ha la mamma charezzà
E chاوزanns da l'Engiadina
In l'uraglia m'ha chantà
Millieras ragordanzas
Svagli in mai teis ples sonor
Svaglia saimper veglias sprauzas
Chi ün di han muoss meis cour.

Wollen wir diese schöne Sprache untergehen lassen? Niemals. Wir sind sicher, dass das ganze Schweizervolk es als vaterländische Pflicht betrachtet, die quarta lingua zu beschirmen. In dieser Zuversicht schliesse ich mit dem Wort meines lieben Freundes und grössten ladinischen Dichters Peider Lansel:

Rumantsch, o tü funtana viva
da retics grips e cours sbuorfland
T'alleigra, cha ti' ura viva
Uossa va frais-chamaing inavant.
Cha nos babuus a chalavaina
T'hau cun lur sang pudü salvar
Ni hoz, ni mâ, nun invlüdaina
Rumantschs vulains restar.

(Beifall.)

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

Vormittagssitzung vom 7. Dez. 1937. Séance du 7 décembre 1937, matin.

Vorsitz — Présidence: Hr. Hauser.

3553. Rätoromanische Sprache. Verfassungsänderung. Langue romanche. Revision constitutionnelle.

Fortsetzung. — Suite.

Siehe Seite 711 hiervor. — Voir page 711 ci-devant.

Schmid-Oberentfelden: Die Frage, die hier zur Beratung steht, ist nicht eine Frage der 45 000 Schweizerbürger allein, die die rätoromanische Sprache sprechen. Ihre Bedeutung ist trotz alledem grösser als man glaubt; denn diese 45 000 Schweizerbürger, die eine eigene Sprache sprechen und eine eigene Kultur besitzen, sind ein wichtiger kultureller Bestandteil unseres Volkes. Aber diese Tatsache allein gibt der Frage ihre Bedeutung nicht, und auch die Tatsache, dass der Kanton Graubünden seit Jahrzehnten die rätoromanische Sprache als gleich-

berechtigt neben der deutschen und der italienischen Sprache anerkennt, gibt der Frage die Bedeutung nicht vollständig. Wenn wir bedenken, dass die Rätoromanen eine eigene, selbständige Literatur haben, die sich speziell auch in den letzten Jahrzehnten ausserordentlich stark weiter entwickelt hat und die eine Reihe von bedeutenden Männern zeigt, so ist das eine sehr wichtige Tatsache, die für die heutige Frage bedeutungsvoll ist. Und die weitere Tatsache, dass die 45 000 Rätoromanen ihr Sprachgut nicht nur durch die Mitarbeit bedeutender Männer vermehren, sondern dass sie selber grosse Opfer bringen, um ihr Sprachgut zu verteidigen, ist wichtig.

Diese Tatsachen allein würden genügen, damit wir der Vorlage des Bundesrates einstimmig zustimmen würden. Aber es genügt nicht, dass man erklärt, die rätoromanische Sprache, die jetzt im Mittelpunkt der Diskussion steht, müsse als Nationalsprache anerkannt werden, weil das die föderalistische Struktur unseres Staates bedinge. Ich stehe auf dem Boden, dass der Föderalismus eine Voraussetzung der Demokratie ist. Ich habe die Meinung, dass der Föderalismus die Mitarbeit auch der kleinsten Minderheit bedeutet und dass er allein geeignet ist, jene fruchtbare Kulturarbeit zu schaffen, die bei einer starken Zentralisation unmöglich ist; weil diese naturgemäss zu einer gewissen Gleichschaltung auf vielen Gebieten des Lebens führt. Ich habe die Meinung, dass die Demokratie in ihrem ureigensten Interesse die Mitarbeit aller Volksgenossen braucht, also auch einer kleinen sprachlichen Minderheit.

Aber ich behaupte, dass alle diese Gründe nicht die wesentliche Bedeutung der heutigen Vorlage treffen, sondern ich habe die Meinung, dass die Bedeutung der Vorlage auf einem andern Gebiete liegt, auf dem Gebiet der Demokratie überhaupt. Denn wenn man bedenkt, dass die Rätoromanen im Laufe von Jahrtausenden einen immer gleichbleibenden ungeheuer starken Willen zur Freiheit und zur Unabhängigkeit bekundet haben, dann gibt das den Ausweis dafür, dass man es hier mit einem lebenswichtigen Element unserer Demokratie zu tun hat. Alle jene Kreise unseres Volkes, die eine lebendige Kultur, eine lebendige Volksgemeinschaft besitzen, sind für den Weiterbau unseres Staates von grösster Wichtigkeit. Die Geschichte der Rätoromanen, ihre Kämpfe gegen die Römer beweisen, dass sie Unabhängigkeitsgefühl haben. Vor allem aber beweist dies die Tatsache, dass sie sich durch Jahrhunderte gegen den Feudalismus zur Wehr setzen und das insonderheit dann, als von Norden her die germanischen Kolonisatoren kamen und versuchten, das Landvolk zu unterjochen. Sie haben sich aber auch gegen die einheimischen, die ansässigen und einheimisch gewordenen Feudalherren zur Wehr gesetzt und kämpften entschlossen gegen den Uebermut und gegen die Vorrechte dieser Herren.

Die Geschichte des rätoromanischen Volkes ist eine Geschichte der Freiheitskämpfe. Das Einigende war hier nicht die Sprache allein, es war auch nicht die Religion allein; denn die Rätoromanen sind nachher in zwei verschiedene Konfessionen zerfallen; wir haben auf der einen Seite die Protestanten, auf der andern Seite die Katholiken; aber

Rätoromanische Sprache. Verfassungsänderung.

Langue romanche. Révision constitutionnelle.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1937
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	01
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	3553
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	06.12.1937
Date	
Data	
Seite	711-719
Page	
Pagina	
Ref. No	20 032 416

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.